

Croyez-vous que l'Angleterre consentirait jamais à examiner un seul instant une politique qui serait préjudiciable non-seulement aux diverses classes de la population anglaise, mais affaiblirait considérablement la position renommée que l'Angleterre occupe sur les divers marchés du monde.

Puis M. l'Orateur, le projet de fédération impériale n'est pas appuyé en Angleterre par les principaux hommes d'état. Il y a quelques jours, une députation de la ligne de la fédération impériale s'est rendue auprès du premier ministre d'Angleterre, Lord Salisbury, pour conférer avec lui sur ce sujet, et la réponse de ce dernier a été celle-ci :

La ligue, cependant, dit le premier ministre, doit travailler beaucoup pour convertir le reste de la population à sa manière de voir, car il est impossible à l'Angleterre d'accorder un traitement plus avantageux aux colonies qu'à au reste du monde. La ligue doit d'abord voir quel appui recevrait une politique dont l'un des principaux traits, je le suppose du moins, serait une taxe différentielle sur le grain, la laine et la viande. Les Anglais, dans son opinion, n'accepteraient jamais une législation d'un caractère vague et indéterminé, surtout lorsqu'il s'agit de leurs intérêts les plus chers.

Et il ajoute :

On a souvent signalé les difficultés : mais j'en parle de nouveau. Si vous accordez un traitement plus avantageux aux colonies, naturellement, comme Sir John Macdonald le disait, il faudra que vous taxiez les articles similaires du reste du monde. Si vous accordez un traitement plus avantageux—c'est-à-dire, un meilleur prix à nos colonies, il faudra que ce prix soit supérieur à celui qui est obtenu maintenant sous le régime de la concurrence illimitée. Un meilleur prix pour le producteur signifie un prix préjudiciable au consommateur.

Je ne vois donc pas beaucoup d'espoir dans le nuage de l'honorable député, et s'il met son espoir et ses aspirations dans un nuage qui peut présentement passer au-dessus de la Grande-Bretagne, pour accroître la prospérité de notre pays, il est temps que le parti qu'il appuie au pouvoir passe à la gauche de la chambre, afin que nous ayons des hommes plus capables de saisir les besoins du pays, plus capables de formuler une politique mieux appropriée à ses intérêts.

Je crois avoir démontré que la politique nationale n'a pas été un succès pour ce qui regarde le commerce étranger, et je vais maintenant examiner cette politique à un autre point de vue. On peut demander pourquoi le parti libéral est opposé à la politique nationale. La première est celle que j'ai donnée savoir, que la politique nationale n'a pas réussi à établir un commerce étranger. En second lieu, la politique nationale a été un échec, parce qu'elle n'a pas rempli les promesses faites aux cultivateurs en 1878. Cette politique, disait-on alors, profiterait aux industries agricoles du pays, or je demande, en présence des faits et des chiffres incontestables que j'ai déposés, si cette politique a atteint le but que l'on visait ? Les intérêts agricoles, M. l'orateur pourraient être favorisés seulement de trois manières. La première, si la fertilité du sol pouvait être augmentée, les cultivateurs en tireraient un avantage ; mais je ne sache pas que le plus ardent partisan de la politique nationale, même oserait dire que la politique nationale ait jamais accru la fertilité du sol canadien. La seconde manière serait d'accorder aux agriculteurs un meilleur prix pour leurs produits. Or, la politique nationale a-t-elle procuré ce résultat ?

M. DAVIN : Oui.

M. MACDONALD (Huron) : Mon honorable ami, le député d'Assiniboia, dit oui. Je lui prouverai dans quelques instants, au moyen de faits et

de chiffres incontestables, que les prix obtenus par les cultivateurs depuis l'inauguration de la politique nationale, ont été beaucoup moins élevés que ceux obtenus sous le tarif de l'honorable député de York-Est (M. Mackenzie). Je me suis donné beaucoup de peine pour me procurer des chiffres sur ce sujet. J'ai examiné les liasses de journaux publiés depuis quinze ans, et j'ai choisi la même date, par exemple, le 5 mars de chaque année. J'ai parcouru les liasses du *Globe*, du *Mail* et du *Monetary Times*, afin de pouvoir me procurer des états exacts du marché des produits agricoles dans la ville de Toronto, le 5 mars de chacune de ces années.

J'ai pris la moyenne des prix pendant les cinq années écoulées de 1874 à 1878, et la moyenne des prix pendant les dix années écoulées de 1878 à 1889, et je vais maintenant montrer à mon honorable ami le résultat de mon travail ardu dans le tableau suivant :—

Articles.	Ancien tarif.	Politique nationale
	\$ cts.	\$ cts.
Blé.....	1 11	0 96
Orges.....	0 55	0 65
Avoine.....	0 42	0 38
Pois.....	0 71	0 66
Porc préparé, le qtx.....	7 04	6 80
Beurre.....	0 23	0 20
Pomme, le baril.....	2 69	2 30
Foin, la tonne.....	15 00	11 00
Laine.....	0 34	0 22

En présence de ces chiffres, dont je garantis l'exactitude, je demanderais si les prix de ces principaux produits agricoles ont augmenté sous le régime de la politique nationale. Sur une récolte moyenne chaque cultivateur du Canada perdra environ \$90 à cause de la réduction des prix. La politique nationale a-t-elle, par conséquent, apporté la prospérité aux cultivateurs du pays ? Mais, je suis encore opposé à la politique nationale parce qu'elle ne retient pas notre population dans le pays. Les honorables membres de la droite vont me dire que je commence la vieille tirade contre mon pays. Moi faire une tirade contre mon pays ! Comment le pourrais-je ? Il n'y a pas de pays au monde qui me soit aussi cher que le Canada, et si je démontre que le pays est dans un état de gêne, c'est parce que je comprends que j'ai un devoir à remplir à l'égard du Canada, en montrant quelle est la condition commerciale et financière, de notre population, et en suggérant un moyen d'améliorer son sort, et il est du devoir du gouvernement de mettre de côté sa politique actuelle et d'en donner une au pays convenable et plus avantageuse au peuple. Que de fois les membres de la droite nous ont accusés de manquer de loyauté à notre pays, de manquer de patriotisme, de déclarer que nos compatriotes émigrent dans un pays étranger, pour accroître sa force, sa dignité et son développement ; et ils ont dit que lorsque ces déclarations de notre part étaient lues dans la Grande-Bretagne, en Allemagne et dans les autres pays, elles empêchaient les gens de venir au Canada, et les poussaient vers l'Afrique, l'Australie, ou ailleurs.

On nous dit ensuite que, par nos discours et nos arguments, nous avons envoyé aux États-Unis un plus grand nombre de personnes que les agents américains ; que ces agents ont pris nos discours,